

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE VAL TERBI DU 8 DÉCEMBRE 2015 / N° 18

Président : M. Carlos Peña Reyes, président du Conseil général

Secrétaire : Mme Sophie Lachat, secrétaire du Conseil général

Lieu : Centre communal de Vicques – 1^{er} étage

Monsieur **Carlos Peña Reyes**, souhaite la bienvenue aux Conseillers communaux, aux Conseillers généraux. Il salue Monsieur **Claude Ciochi** qui se tiendra à disposition au point 5 de l'ordre du jour, ainsi que les représentants de la presse et de la radio. Il n'y a pas de public.

La séance de ce soir a été convoquée :

- par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura n° 42 du 25 novembre 2015
- par convocation à domicile
- par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal du Conseil général du 22 septembre 2015
3. Communications
4. Questions orales
5. Discuter et préavisier le plan spécial "Biel de Val"; élaborer de manière définitive le message destiné au corps électoral
6. Appréciation du groupe PCSI + Ouverture par M. Laurent Der Stepanian concernant la réponse du Conseil communal à la question écrite intitulée "Validité du moratoire du 9 décembre 2014 sur le versement des allocations de naissance"
7. Prendre connaissance et approuver le décompte final relatif à la mise en conformité du réseau d'eau de Vermes; donner compétence au Conseil communal pour la consolidation du crédit de construction
8. Budget 2016
 - a) Fixation de la quotité d'impôt et autres taxes
 - b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement
 - c) Discuter et approuver le budget des investissements
 - d) Discuter et approuver les budgets bourgeois
9. Constitution du bureau du Conseil général pour l'année 2016
 - a) Présidence
 - b) 1^{ère} vice-présidence
 - c) 2^{ème} vice-présidence
 - d) 2 scrutateurs

Monsieur **Carlos Peña Reyes** demande s'il y a des propositions de modification à cet ordre du jour.

Comme il y n'a pas d'observation, l'ordre du jour est accepté tel que formulé.

1. Appel

En raison de la réunion du nouveau groupe parlementaire cantonal, M. Vincent Eschmann rejoindra la séance vers 20h15.

La parole est donnée à la secrétaire du Conseil général, Madame **Sophie Lachat**, qui procède à l'appel nominatif des conseillers généraux.

Présents : Madeleine Brêchet, Jean-Paul Bindy, Luc Chalverat, Jean-Luc Charmillot, Régis Chételat, Martin Clerc, Elisabeth Dennert, Laurent Der Stepanian, Xavier Dobler, Vincent Eschmann, Michel Gury, Daniel Joray, Romain Lambert, Philippe Limacher, Dorothee Lovis, Pierre Lovis, Carlos Peña Reyes, Mme Dominique Rudolf, René Ruffieux, Alain Ryser, Pierre-Henri Scherer.

Excusés : Pascal Lachat

Non-excusés :

21 sur 22 conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Monsieur le maire est présent ainsi que 6 conseillers communaux.

2. Procès-verbal du Conseil général du 22 septembre 2015

Le procès-verbal a été envoyé à chacun et chacune. **Monsieur le Président** propose de ne pas en faire la lecture. Il n'y a pas d'avis contraire.

Monsieur le Président demande s'il y a des remarques, modifications à apporter.

Comme il n'y a pas de remarque, **Monsieur le Président**, déclare ainsi le procès-verbal accepté tacitement avec remerciements à son auteure.

3. Communications

CONSEIL COMMUNAL

Crèche

Monsieur Michel Brahier, maire

"Fondée en 1998, cette institution est disséminée sur deux lieux bien distincts ; dans une maison sise à la Rte de Courroux n°5 accueillant les petits, et dans un appartement situé à la Rte Principale pour l'Unité d'Accueil Pour Ecoliers, ci-après UAPE.

Depuis août 2014, la Crèche-garderie peut accueillir officiellement 39 enfants simultanément, soit 18 enfants âgés entre 2 mois et 4 ans à la Crèche, et 21 enfants âgés entre 4 et 12 ans à l'UAPE.

Le bâtiment de la route de Courroux appartient à la Fondation et une rénovation lourde doit impérativement être envisagée, ceci en matière d'isolation, de chauffage et d'électricité. De plus, lors du dernier contrôle périodique effectué par l'ECA, il a été constaté que les normes et directives de protection incendie n'étaient plus respectées. Dans son rapport, l'ECA exige que des mesures soient prises pour séparer, entre autres, la cage d'escaliers des autres locaux par la pose de parois, plafonds et de portes coupe-feu.

De son côté, l'Etat entend optimiser le partenariat crèches – communes – canton en redéfinissant le subventionnement et en clarifiant les responsabilités de chacun.

Forts de ce constat et du resserrement des liens qui nous unissent, la Fondation de la crèche et le Conseil communal ont décidé de créer un groupe de travail afin de coordonner la construction d'un bâtiment au sud du centre communal, dont la commune est propriétaire du terrain. Parallèlement, une réflexion a été conduite en vue de déterminer le statut adéquat pour garantir un fonctionnement pérenne de la crèche.

Ce groupe de travail est formé de 4 personnes du Conseil de Fondation, soit Mesdames Sylviane Tarchini et Elisabeth Dennert, et Messieurs Claude Saucy et Julien Hostettler. Pour le Conseil communal, il s'agit de Mesdames Catherine Marquis et Françoise Chételat, ainsi que Messieurs Claude-Alain Chapatte et moi-même. Placé sous la présidence de Claude-Alain Chapatte, ce groupe pourra être renforcé ponctuellement par des personnes bénéficiant de compétences particulières.

Pour conduire à bien notre projet, des principes et des objectifs ont été définis. Il s'agit de :

- 1) Répondre à la problématique des locaux actuels inadaptés.
- 2) S'engager pour une politique globale de développement local (emplois, pouvoir d'achat, éducation).
- 3) Tenir compte du contexte financier (Etat – Communes)
- 4) Construire et disposer d'un bâtiment adéquat dans les meilleurs délais, idéalement pour 2017.
- 5) Accompagner le Conseil de Fondation jusqu'à sa dissolution au profit d'une crèche communale avec la mise en place d'une Commission ad hoc.

Je vous remercie de votre attention."

Fibre optique

Monsieur Marcel Chételat, conseiller communal

"Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, par sa lettre du 25 avril 2014, le Conseil communal a sollicité Swisscom afin de relier le village de Vermes au réseau de la fibre optique. Cette liaison permettrait aux habitants du village d'accéder enfin aux technologies de l'information et de la télécommunication via Internet. Cette demande a été encore appuyée par le postulat du 23 septembre 2014 de M. Alain Ryser.

Dès lors, le Conseil communal a constamment mis la pression sur Swisscom mais sans jamais recevoir d'informations nous permettant de donner un délai approximatif de réalisation.

En juin dernier, lors d'une discussion informelle avec M. Claude Hêche, Président du Conseil des Etats dans le cadre de la Fête du village de Montsevelier, Monsieur le Maire et moi-même avons sollicité son appui dans cette affaire. Une séance a permis de faire l'historique du dossier et de permettre ainsi à M. Hêche d'user de ses relations pour essayer de faire accélérer la procédure. Suite à son intervention, une séance de travail a été mise sur pied le 19 novembre dernier avec M. Baillod, responsable logistique dans ce domaine auprès de Swisscom. Cette rencontre a permis de définir les points suivants :

- ✓ Le dossier a été accepté et est entré ainsi dans les projets à réaliser en priorité de Swisscom.
- ✓ Actuellement, la fibre optique monte le Val Terbi jusqu'à la centrale de Mervelier. Il est prévu de se raccorder sur cette ligne entre Mervelier et Corban et de passer la fibre optique dans la conduite existante qui relie l'antenne de Plain Faven. Depuis cette antenne, une nouvelle tranchée sera creusée afin d'amener la fibre optique dans une armoire Swisscom dans le secteur de l'église de Vermes. Depuis cet endroit la distribution se fera par les lignes de téléphone existantes (sans changement par rapport à la situation actuelle).
- ✓ Pour ce faire, Swisscom a mandaté le bureau Eschmann afin d'étudier le meilleur tracé possible pour la réalisation de cette conduite.
- ✓ Dès lors, les propriétaires des terrains concernés par le tracé seront sollicités pour obtenir le droit de passage et les travaux pourront débuter dès que les conditions météorologiques le permettront.
- ✓ Divers creusages seraient également nécessaires dans le village dans le secteur de l'église.
- ✓ Nous pouvons par conséquent sans autre confirmer que les habitants de Vermes pourront profiter de cette nouvelle infrastructure au plus tard au début de l'automne 2016.
- ✓ Tous ces travaux seront pris financièrement en charge entièrement par Swisscom.
- ✓ Pour le village d'Envelier, des tests de réception seront réalisés après l'installation définitive de Vermes et des solutions individuelles pourraient être envisagées car il n'est pas prévu de raccorder directement le village à la fibre optique. Merci de votre attention."

CONSEIL GÉNÉRAL

Démission au 30 novembre 2015 de Monsieur Manuel Schindelholz au Conseil général

Monsieur le Président lit la lettre de démission de M. Manuel Schindelholz.

"Cher Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, par la présente et à mon grand regret, pour des raisons familiales, je quitterai la localité de Vicques à la fin du mois en cours. Par conséquent, je présente ma démission au sein du Conseil général de Val Terbi pour le 30 novembre 2015. Par la même occasion, je présente ma démission en tant que membre de la commission de construction et de l'urbanisme pour la date susmentionnée. C'est pourquoi, je vous demande de bien vouloir accuser réception du présent courrier et de suspendre mes obligations auprès de la Commune de Val Terbi. D'avance, je vous remercie et je vous prie d'agréer, Cher Monsieur le Président, chers collègues les conseillers, mes salutations distinguées."

Monsieur le Président n'a pas reçu d'information du parti socialiste pour le nom du successeur.

Démission au 31 décembre 2015 de Monsieur Vincent Eschmann au Conseil général

Monsieur le Président lit la lettre de démission de M. Vincent Eschmann.

"Monsieur le Président, cher-ère-s collègues, le 18 octobre dernier, les citoyennes et citoyens du district de Delémont m'ont élu député au Parlement jurassien pour la législature 2016-2020. Investi de ce mandat, je devrai assumer de nouvelles responsabilités. Comme vous le savez, je ne souhaite pas cumuler les mandats et c'est pour cette raison que je vous présente ma démission du Conseil Général de Val Terbi au 31 décembre 2015.

Lors de ces trois années parmi vous, j'ai eu l'occasion de participer au lancement de notre nouvelle commune et vous m'avez accordé votre confiance au bureau de notre législatif, comme scrutateur puis comme vice-président, ce dont je vous remercie chaleureusement.

En vous souhaitant plein succès dans la poursuite de votre mandat au service de la collectivité, je vous adresse, ainsi qu'à vos familles, Monsieur le Président, cher-ère-s collègues, de belles Fêtes de Noël et une très heureuse Année 2016".

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président communique que Monsieur Samuel Rohrbach habitant à Vicques a accepté son élection en qualité de Conseiller général pour la fin de la législature. Il entrera en fonction le 1^{er} janvier 2016.

Monsieur le Président a reçu une interpellation du groupe PCSI + Ouverte par Monsieur **Martin Clerc** au sujet du Tritout. **Monsieur le Président** lit le procédé d'une interpellation selon l'article 33 du règlement du Conseil général. Cette interpellation sera développée lors de la séance suivante.

Le contenu de l'interpellation est le suivant :

Retrouver une déchèterie au service du citoyen

"Notre déchèterie fut, il y a eu quelques années, un modèle exemplaire dans la chaîne du recyclage. Les autres communes enviaient notre "Tritout". On venait même de loin découvrir ce concept novateur. Comme l'indiquait son nom, le "Tritout" permettait de recycler bon nombre de produits. Ses horaires étaient adaptés au besoin de la population. Nous avions un service de qualité.

Qu'en est-il maintenant ?

Alors que le nombre de citoyens a augmenté avec la fusion des communes, les prestations de la déchèterie ont grandement diminué.

De nombreux produits ne sont plus repris. De plus, les horaires ont été réduits d'année en année. La population est excédée ! Les citoyens veulent retrouver un service communal digne de ce nom. La réforme du "Tritout" présentée à la dernière séance du Conseil général, était une information du Conseil communal. Les Conseillers généraux n'ont pu prendre position et en débattre. Cette réforme n'a pas été validée par le Conseil général.

Que pense faire le Conseil communal, suite aux fortes réclamations des citoyens, pour revoir cette réforme et redonner au "Tritout" la qualité de service attendue. Martin Clerc, PCSI + Ouverture".

Monsieur le Président a reçu une question écrite du groupe PDC par **Monsieur Xavier Dobler** au sujet de la compétence de l'association des maires du Val-Terbi et des organes communaux. Monsieur le Président lit le procédé d'une question écrite selon l'article 34 du règlement du Conseil général. Le Conseil est invité à répondre au plus tard deux séances après le dépôt.

Le contenu de la question écrite est la suivante :

Compétence de l'association des maires du Val-Terbi et des organes communaux

"Dans le cadre du projet de fusion des 2 SIS du Val Terbi, un crédit de 595'000 francs pour l'achat de 3 véhicules a été voté par les législatifs des 5 communes. De l'ouverture des offres qui résulte d'une procédure ouverte dans le cadre très contraignant des marchés publics, il s'est avéré que le crédit est dépassé. La loi sur les marchés publics ne permet pas de renégocier les montants indiqués par les fournisseurs et la seule possibilité d'avoir des offres meilleure marché est de repartir depuis le début en modifiant les cahiers des charges. Il faut rappeler que l'ECA Jura octroie jusqu'à fin 2015 une subvention extraordinaire de 70% pour l'achat de nou-

veaux véhicules (soit 20% de plus que d'ordinaire). Cette close ne serait pas respectée en effectuant une nouvelle demande d'offres.

Les maires du Val Terbi ont voulu obliger les porteurs du projet à le modifier, en supprimant des éléments pour respecter le crédit voté par les assemblées communales et le conseil général, ne voulant pas devoir présenter des dépassements de crédit devant les assemblées. Ceci en risquant de voir le projet perdre une partie des 20% de subvention de l'ECA. Il en a résulté des séances supplémentaires des porteurs du projet dont certaines ont dû être mises sur pied dans l'urgence.

Selon l'art. 29 al. 12, du règlement d'organisation et d'administration de la commune mixte de Val Terbi, il est de la compétence du Conseil général d'accepter ou de refuser un dépassement de crédit. Les règlements d'organisation des communes de la République et Canton du Jura, découlant en grande partie de la loi sur les communes, il est fort probable que cette disposition s'applique également pour les autres communes du Val Terbi.

Au vu de la situation entre les communes du Val Terbi, en matière de fusion de communes, il est fort probable que d'autres projets communs de collaboration seront à nouveau soumis devant les législatifs communaux. Il est donc nécessaire d'éclaircir les compétences de chacun des organes composant les autorités communales et les associations y relatives.

Je demande donc au Conseil communal de répondre aux questions suivantes :

- **L'association des maires du Val Terbi est-elle compétente pour refuser de soumettre un dépassement de crédit aux législatifs des communes membres concernées par un projet commun et si elle en est compétente, sur quelle base légale ?**
- **Quel(s) organe(s) est (sont) compétent(s) pour statuer sur un dépassement de crédit au sein des diverses entités communales du Val Terbi ?**
- **Les compétences financières des législatifs des 5 communes du Val Terbi, étant différentes en matière d'adoption de crédit (notamment l'assemblée communale de Courroux), ne serait-il pas opportun d'établir une base légale réglant les modalités d'un point de vue financier, pour chaque projet commun aux 5 communes ?**
- **Quels sont les buts et compétences de l'association des maires du Val Terbi ?**

Je remercie le Conseil communal pour ses réponses.

Monsieur le Président a reçu une résolution du groupe PDC par **Monsieur Pierre-Henri Scherer** au sujet de la halle de gymnastique de Montsevelier. Elle va circuler et ceux qui le désirent peuvent la signer. Monsieur le Président lit le procédé d'une résolution selon l'article 36 du règlement du Conseil général.

4. Questions orales

Site éolien sur la commune

M. Xavier Dobler, conseiller général

“Le canton a mis dernièrement en consultation les modifications du plan directeur cantonal en lien avec l'énergie éolienne. Sur la fiche 5.06 il est mentionné 2 sites prioritaires et 2 secondaires pour l'implantation éventuels de parcs éoliens. L'un des sites secondaires se situe dans les secteurs de « Sur Rosé et du Plain Fayen » sur notre commune.

Les citoyens de Bure, où est proposé un site prioritaire, ont dernièrement fait savoir leur claire réticence pour l'implantation d'un parc éolien. Devant cette prise de position, l'un des deux sites secondaires pourrait bien devenir prioritaire.

Mes questions :

- **Le Conseil communal peut-il nous donner plus de détail sur la procédure en cours ?**

- **Quelle est la position du conseil communal quant à ce dossier ?”**

Je remercie le conseil communal pour sa réponse.

Réponse du Conseil communal par M. le Maire

“Il s’agit d’une consultation publique concernant la révision des fiches 5.06 « Energie éolienne » et 5.10 « Energie hydraulique ». La révision de ces fiches doit nous permettre d’atteindre les objectifs fixés dans la conception cantonale de l’énergie, où, pour y parvenir, des mesures doivent être prises tant au niveau des économies d’énergie qu’au niveau de la production d’énergie renouvelable.

En ce qui concerne la fiche sur l’énergie éolienne, le Gouvernement a mandaté un groupe de travail qui a élaboré un plan sectoriel de l’énergie éolienne (PSEol) définissant des sites de développement éolien et la manière d’appliquer ce plan sectoriel.

Les résultats ont été consignés dans la fiche du plan directeur dédiée à l’éolien.

En cas d’acceptation par le Parlement, c’est cette fiche qui servira de base pour la réalisation de projets concrets au moyen d’un plan spécial cantonal. Cette procédure a été choisie afin de répondre aux enjeux liés aux impacts d’un parc éolien dépassant les limites communales, cantonales, voire nationales.

La planification d’un plan spécial doit répondre à des critères bien déterminés et implique, de ce fait, une multitude d’acteurs tels que les communes, le canton et notamment les investisseurs.

La position du Conseil communal : la consultation, qui je le rappelle est publique, court jusqu’au 31.01.16. Le Conseil communal n’a pas encore répondu sur la forme.

Par contre, sur le fond, nous souscrivons aux objectifs de la conception cantonale de l’énergie visant à rendre les consommateurs indépendants des énergies nucléaires et fossiles. Si le site Rebeuvelier – Val Terbi devenait prioritaire, il sera primordial que toute la population des communes concernées puisse être associée dans une large mesure à la réalisation du parc éolien. Plus particulièrement, il s’agira de définir le nombre d’éoliennes, de formaliser les modalités d’investissement en fixant des exigences d’efficacité et de qualité. Enfin, il sera indéniable de définir avec le canton la meilleure opportunité pour récolter l’avis des citoyens.

Enfin, l’Association des maires du Val Terbi se positionne dans le même sens et répondra également à la consultation. Merci de votre attention.”

Monsieur Xavier Dobler est satisfait.

Mise en consultation publique des dossiers communaux

M. Xavier Dobler, conseiller général

“Le projet de plan spécial “Le Biel de Val” qui nous sera présenté ce soir, fait l’objet d’une mise en consultation publique et à cet effet tout citoyen peut consulter le dossier en se rendant à l’administration communale. Cela génère du temps pour le citoyen et pour les employés communaux. Avec les moyens informatiques actuels et notamment internet, il serait possible de faciliter l’accès à ce genre de dossier et également d’occasionner un gain de temps pour les citoyens et l’administration communale.

Par ailleurs, il serait également possible d’améliorer l’information aux membres du Conseil général en leur transmettant de tels dossiers, avant la séance durant laquelle ils doivent se prononcer sur ces derniers.

Mes questions :

- **Est-il possible de mettre sur le site internet de la commune, les dossiers qui doivent être mis en consultation publique ?**
- **Le conseil communal est-il favorable à adresser de tels dossiers par voie électronique aux membres du Conseil général, avant la séance où ils sont mis à l’ordre du jour ?**

Je remercie le Conseil communal pour sa réponse.”

Réponse du Conseil communal par M. le Maire

“Pour autant que la taille du fichier le permette, il est tout à fait envisageable d’offrir aux citoyens la possibilité de consulter les documents en question sur le site de la commune. Delémont offre ce service en indiquant dans certaines circonstances le lien approprié.

Il est utile de rappeler que dans le cadre de ce type de procédure, notre règlement d’organisation et d’administration de la commune spécifie que l’adoption d’un plan spécial est attribuée au corps électoral et non pas au Conseil général. Par contre, la présentation du dossier technique vous est proposée afin que vous puissiez émettre un préavis. Il faut également préciser qu’une séance d’information a été organisée au printemps dernier avec les riverains, ceci dans le respect de la législation cantonale. C’est pour toutes ces raisons que les communes jurassiennes dotées d’un Conseil de ville ou d’un Conseil général procèdent ainsi. Merci de votre attention.”

Monsieur Xavier Dobler est satisfait.

Place de jeux de Montsevelier

Mme Dorothée Lovis, conseillère générale

“Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs les Conseillers communaux, chers collègues, pour commencer, au nom des habitants de Montsevelier, nous tenons à remercier le Conseil communal pour la mise en place de la nouvelle place de jeux qui est très appréciée des enfants.

Lors d’une précédente séance du Conseil général, Monsieur Burri nous a informés qu’un devis avait été demandé à la maison Röthlisberger, sans vouloir faire marcher la concurrence sous prétexte que cette entreprise achète du bois à la commune. C’est donc avec surprise que j’ai constaté que c’est une entreprise de paysagiste venant d’Ajoie qui a procédé à la mise en place des plaques de protection de sol et de l’engazonnement.

Ma première question est la suivante : La commune compte plusieurs paysagistes et des entreprises de terrassement. Ces dernières ont-elles été approchées afin d’effectuer ces travaux ? Si ce n’est pas le cas, pour quelles raisons ?

Ma deuxième question : Une place de jeux doit être équipée de bancs afin que les adultes accompagnants leurs enfants pour les surveiller aient la possibilité de s’asseoir. Est-ce que la commune a l’intention de remédier à ce problème ? Merci pour vos réponses.”

Réponse du Conseil communal par M. Yvan Burri

“Madame la conseillère, le nouvel aménagement de cette place de jeux a été commandé à une entreprise jurassienne spécialisée pour ce genre de commodités parce qu’elle était en mesure de garantir les prescriptions du BPA en la matière. Cette entreprise se recommande régulièrement auprès des communes étant donné son importance dans la filière bois du canton.

Un devis lui a donc été demandé et l’offre en retour comprenait la pose de ces aménagements conformément à ses directives par une entreprise avec qui elle a l’habitude de travailler. La somme en jeu concernée par la pose des éléments étant de moindre mesure et le risque de complexifier l’exécution étant réel le Conseil n’a pas jugé pertinent de dissocier la livraison du montage et a accepté cette offre telle qu’elle lui a été proposée.

Lors de travaux d’aménagements ou de génie civil le Conseil se fait un devoir de demander systématiquement des devis aux entreprises de la commune ou de la région et ceci tant pour la commune que pour les syndicats dans lesquels nos élus ont la possibilité de faire entendre leurs voix.

La pose du banc a été demandée à notre service de voirie. Merci de votre écoute.”

Madame Dorothée Lovis est satisfaite.

5. Discuter et préaviser le plan spécial "Biel de Val"; élaborer de manière définitive le message destiné au corps électoral

Monsieur **Marcel Chételat**, Conseiller communal, informe qu'avec la nouvelle Loi sur l'aménagement du territoire rien n'est simple pour le Jura et le Valais. Il faut en l'occurrence bien gérer les espaces libres et se concentrer à développer le mieux possible les agglomérations en respectant la loi. Le Conseil communal s'est exprimé favorablement sur le projet. Il invite le Conseil général à préaviser favorablement le plan spécial "Biel de Val" et, en application de l'article 29, alinéa 19, du règlement d'organisation et d'administration de la Commune, à élaborer de manière définitive le message destiné au corps électoral. Le corps électoral a la compétence pour valider ce projet.

M. Marcel Chételat donne la parole à Monsieur **Claude Ciocci**, dessinateur géomètre de l'entreprise Rolf Eschmann SA à Courrendlin. Il fait l'exposé suivant :

Contenu d'un plan spécial (PS)

- En principe plan et prescriptions (REC)
- Périmètre défini de manière cohérente
- Plan spécial règlemente la construction, la protection et l'organisation d'un secteur :
 - Aires de circulation pour tous les usagers
 - Places de stationnement, garages, accès
 - Evacuation des eaux claires et des eaux usées
 - Approvisionnement en eau potable et lutte incendie
 - Electricité, téléphone, éventuellement gaz
 - Aménagements extérieurs des bâtiments et des places (revêtements, arborisation, espaces de détente, etc.)
 - Etapes de réalisation
 - Modes de construction (hauteurs, longueurs, distances, etc.)
 - Alignements (limite de la construction)

Procédure du plan spécial

- Initiative soit de la Commune ou de propriétaires privés
- Commune doit entendre les propriétaires intéressés
- Elaboration du projet
- Présentation du projet aux propriétaires (éventuellement également aux riverains), recueil des propositions et des prises de position avec procès-verbal)
- Envoi du dossier pour examen préalable
- Mise au net
- Procédure d'adoption et d'approbation (Val Terbi)
 - Dépôt public 30 jours / adoption par le corps électoral
 - Approbation par le Service du développement territorial

Cartes des dangers / riverains

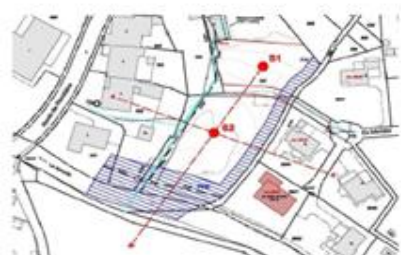
Environnement existant / Sondages et bâtiments



REMARQUES: Emplacement pour maison familiale

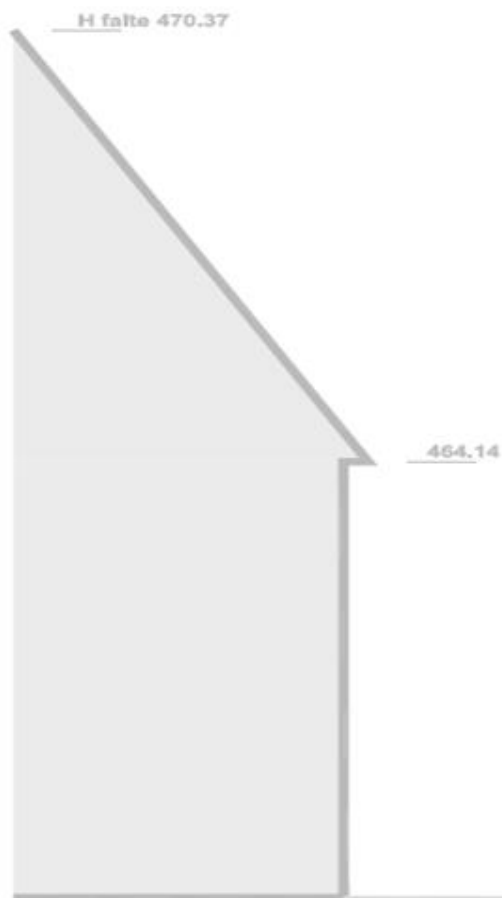
COUPE:

0.00 (457.64)	
-0.25 (457.44)	HA / Terre végétale
	HB
-0.70 (456.94)	
-1.00 (456.64)	Gravier 0-50
	Gravier 0-150
-1.75 (455.89)	Présence d'eau

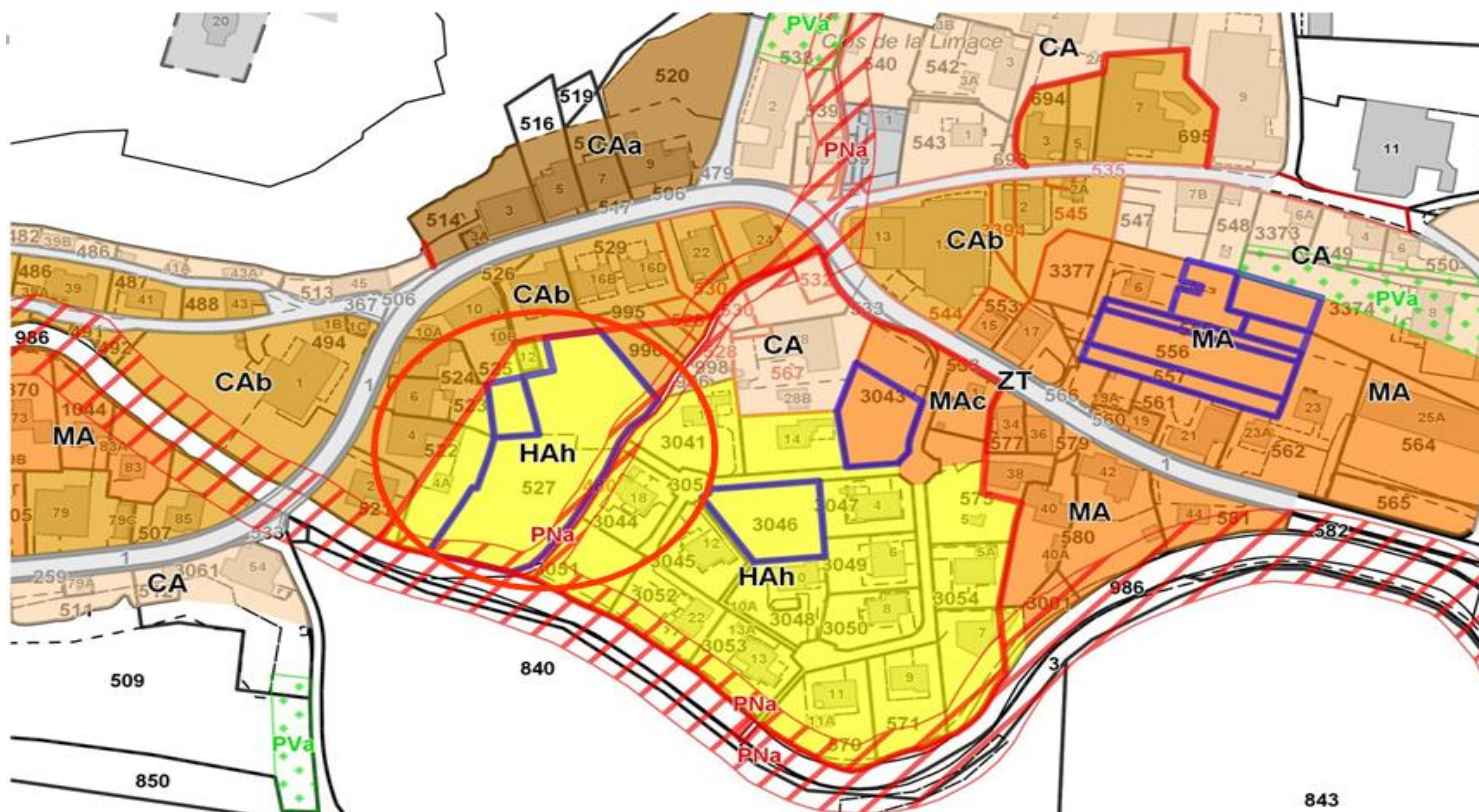


Courrendlin, le 30 mars 2015

ROLF ESCHMANN SA
 Ingénieur officiel - Ingénieur du plan rural (IPR) / SA
 Courrendlin - Alsace / www.eschmann-geometrie.ch



Plan spécial "Biel de Val" / Plan de zones



Plan spécial Es Montes (I)

- Plan spécial approuvé le 4 novembre 1996
- Prescriptions secteurs HA2 et H2 :
 - IU H" : 0.4
 - IU HA" : 0.5
 - Hauteur totale : 11.00 mètres - Hauteur : 7.00 mètres
 - Grande distance : 6.0 mètres - Petite distance : 3.0 mètres

Plan spécial Es Montes (II)

- Prescriptions s'agissant des modifications de terrain selon l'article 15 :
 - Le terrain fini doit être en continuité avec les parcelles voisines et les espaces publics
 - Le terrain naturel ne peut être surélevé de plus de 1.8 mètres
 - Les murs de soutènement dont la hauteur dépasserait 1.0 mètres sont interdits

Monsieur Vincent Eschmann, conseiller général fait son entrée.

Plan directeur de la Scheulte, de la Birse et leurs abords

- V3 "Biel de Val"
 - Aménagement de l'entrée du voutage du ruisseau
 - Couchage de la berge et/ou élargissement

Plan spécial "Biel de Val – Plan d'occupation du sol et viabilisation

Prescriptions (I)

- Art. 6 Secteur HAh – utilisations autorisées
 - Habitat, activités engendrant peu de nuisances (services, petit artisanat), services publics



• Ouest du secteur transformé en CA

• Sud du secteur transformé en PRE



- Art. 8 Indice d'utilisation du sol, al. 1 sous-secteur I
 - Indice d'utilisation minimum : 0.25 [avant 0.4](#)
 - Indice d'utilisation maximum : 0.40 [avant 0.4](#)
- Art. 8 Indice d'utilisation du sol, al. 2 sous-secteur II
 - Indice d'utilisation minimum : 0.40 [avant 0.5](#)
 - Indice d'utilisation maximum : 0.60 [avant 0.5](#)

Prescriptions (II)

- Art. 10 Protection contre les crues : La cote du rez-de-chaussée ne sera pas inférieure à 455.90msm.
- Art. 11 Protection des eaux souterraines : La cote du sous-sol ne sera pas inférieure à 455.90msm.

Prescriptions (III)

- Art. 17 Mesures applicables au sous-secteur I
 - Hauteur totale : 10.50 mètres [avant 11.00 mètres](#)
 - Hauteur : 7.00 mètres (inchangée)
 - Grande distance : 6.00 mètres (inchangée)
 - Petite distance: 3.00 mètres (inchangée)
- Art. 19 Mesures applicables au sous-secteur II
 - Hauteur totale : 14.00 mètres [avant 11.00 mètres](#)
 - Hauteur : 11.00 mètres [avant 7.00 mètres](#)
 - Grande distance : 8.00 mètres [avant 6.00 mètres](#)
 - Petite distance : 4.00 mètres [avant 3.00 mètres](#)

Etapas antérieures et prochaines

- ✓ Séance d'informations aux riverains →5 mars 2015
- ✓ Etude complémentaire →carte des dangers et nappe phréatique
- ✓ Examen préalable au Canton →24 septembre 2015
- ✓ Mise au net →26 septembre 2015 →RESA
- ✓ Dépôt public →12 novembre au 11 décembre 2015 →[report de 2 semaines](#)
- ✓ Levée des oppositions →Décembre 2015 (2 oppositions actuellement)
- ✓ Informations Conseil général →[8 décembre 2015](#)
- ✓ Procédure d'adoption (corps électoral) →[février 2016](#)
- ✓ Procédure d'adoption par le SDT →[mars 2016](#)
- ✓ Fin de la procédure →[avril 2016](#)
- ✓ Début de la viabilisation et permis de bâtir →[mai 2016](#)

Monsieur le Président ouvre la discussion.

Madame Dominique Rudolf se dit un peu gênée par rapport à la nouvelle hauteur non communiquée aux riverains. Avant la votation, une séance publique aura lieu dans le courant de février 2016.

Monsieur Xavier Dobler déplore en tant que président de la commission de l'urbanisme que le dossier n'ait pas été présenté lors d'une de ses séances. Il émet des réserves sur la hauteur de 14.00 mètres, des sous-sols inondables. **Monsieur Claude Ciocci** informe qu'une projection de la hauteur du bâtiment est de 11.72 mètres. Au niveau des zones inondables, une expertise hydraulique a été faite par l'entreprise ATB.

Monsieur Jean-Luc Charmillot fait remarquer que la hauteur totale sera majorée du rehaussement de 1.80 mètres.

Madame Dorothée Lovis demande les avantages de faire deux secteurs. **Monsieur Claude Ciocci** répond que selon la nouvelle Loi et la cession du terrain par rapport au PRE, il y a lieu d'optimiser au maximum les terrains.

Monsieur Romain Lambert demande ce qui a déclenché ce plan spécial ? Le propriétaire des parcelles 525 et 527, ne figurant pas dans le premier plan Es Montes I, a déclenché une réflexion sur l'habitation. Selon **Monsieur Claude Ciocci** le PRE a été officialisé par les instances cantonales et ne sera pas touché en tant que tel, il sera biaisé et revitalisé par l'entreprise Biotec. Les coûts de la revitalisation et du pont sont pris en totalité par le promoteur. Les dimensions des deux zones d'attente pour les croisements de véhicules avaient déjà été faites en conséquence.

Monsieur Michel Gury constate que les hauteurs du restaurant de l'Helvetia et du Fitness ont une hauteur entre 11 et 14 mètres, donc standard.

Monsieur Jean-Luc Charmillot se fait la réflexion suivante : Pourquoi ne pas reprendre ce dossier au printemps lorsque la séance publique aura eu lieu et que les oppositions auront été traitées et levées ? Selon **Monsieur Claude Ciocci**, le message et l'impulsion doivent venir du Conseil général.

Monsieur Marcel Chételat, conseiller communal communique que par rapport à la Loi sur l'aménagement, la commune possède trop de terrains à bâtir. Elle ne peut plus se permettre à l'heure actuelle de créer des zones uniquement pour des villas. Il faut utiliser le terrain à bon escient.

Monsieur Xavier Dobler constate que la zone voisine est une zone centre. Les prescriptions sont une toiture à deux pans. Pourquoi proposer ce plan spécial avec une possibilité de toit plat ? Pourquoi pas selon **Monsieur Claude Ciocci**, offrir une nouvelle possibilité une ouverture d'esprit. Par rapport à l'ombrage sur les voisins, un diagramme d'ombrage a été effectué et le résultat est qu'il n'y a aucune incidence.

Monsieur Pierre-Henri Scherer demande comment est défini le terrain naturel ? Le terrain naturel est calculé et défini dans les prescriptions du plan spécial avec dépôt public.

Monsieur Jean-Luc Charmillot demande une suspension de séance de cinq minutes. Le Conseil général la lui accorde.

Monsieur Jean-Luc Charmillot est dubitatif car le dépôt public est en cours et que les oppositions ne sont pas encore traitées. **Il propose que le préavis soit donné après que les oppositions seront levées.**

Monsieur Luc Chalverat trouve dommage de ralentir la procédure. Les coûts, non négligeables sont supportés par le promoteur. Au final, c'est le peuple qui avalise ou non ce plan spécial. C'est une aubaine pour la vie villageoise.

Monsieur Jean-Luc Charmillot retire sa proposition à condition que toutes les doléances soient prises en compte.

Plus personne ne prend la parole. **Monsieur le Président** informe que **Madame Catherine Marquis**, secrétaire communale a rédigé le message du Conseil général au Corps électoral. Le Conseil général doit élaborer de manière définitive le message destiné au corps électoral. Il faut en l'occurrence compléter le point de vue des autorités communales selon les délibérations de ce soir.

Monsieur le Président passe au vote.

Votation: Par 15 oui, 1 non et 4 abstentions, le Conseil général préavise favorablement le plan spécial "Biel de Val.

Le Conseil général valide le message et sera complété par la phrase suivante : Le Conseil général préavise favorablement ce plan en tenant compte des remarques émises par le biais des oppositions reçues durant le délai légal.

Monsieur le Président remercie M. **Claude Ciocci** d'avoir été présent ce soir.

6. Appréciation du groupe PCSI + Ouverture par M. Laurent Der Stepanian concernant la réponse du Conseil communal à la question écrite intitulée "Validité du moratoire du 9 décembre 2014 sur le versement des allocations de naissance"

Monsieur le Président demande l'appréciation de la réponse du Conseil communal à Monsieur Laurent Der Stepanian.

Le groupe PCSI + Ouverture par M. Laurent Der Stepanian est partiellement satisfait.

Monsieur **Laurent Der Stepanian** demande l'ouverture d'une discussion. Plus de six conseillers généraux la lui accordent.

Le groupe PCSI + ouverture remercie le Conseil communal pour le versement avec effet rétroactif des allocations de naissance mais trouve dommage que le paiement soit effectué en 2017 pour des enfants nés en 2015 et 2016.

7. Prendre connaissance et approuver le décompte final relatif à la mise en conformité du réseau d'eau de Vermes; donner compétence au Conseil communal pour la consolidation du crédit de construction

Entrée en matière: M. Claude-Alain Chapatte, Conseiller communal

"Le Conseil communal vous demande d'approuver le décompte final relatif à la mise en conformité du réseau d'eau de Vermes et de donner compétence au Conseil communal pour la consolidation du crédit de construction."

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Débat de fond: M. Claude-Alain Chapatte, conseiller communal

Le 30 mai 2011, l'Assemblée communale de Vermes acceptait l'ouverture d'un crédit de construction de Fr. 529'000.- destiné à la mise en conformité des captages et réservoir du réseau d'eau potable de Vermes.

Les travaux sont aujourd'hui terminés. L'adduction, le traitement et le stockage peuvent être désormais qualifiés de bons et contemporains. Les investissements de mise en conformité des installations de base ont été importants.

Le décompte final des travaux a été approuvé par le Conseil communal et par les instances subventionnantes. Dans le détail, il se présente comme suit :

	Devis/estimation	Montant définitif
Coût total des travaux	529'000.-	502'639.55
Subventions ECR (10 %)	57'400.-	50'257.-
Subventions OFAG (14 %)	80'360.-	70'361.-
Subventions ENV (30 %)	149'250.-	131'892.-
Subventions ECA	18'084.-	25'106.-
Sous-total subventions	305'094.-	277'616.-
Patenschaft	0.-	70'000.-
Solde à charge de la Commune	223'906.-	207'616.-

Monsieur le Président ouvre une discussion générale. Personne ne prend la parole.

Monsieur le Président passe au vote.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général approuve le décompte final relatif à la mise en conformité du réseau d'eau de Vermes et donne compétence au Conseil communal pour la consolidation du crédit de construction.

8. Budget 2016

Entrée en matière: M. Claude-Alain Chapatte, conseiller communal

"Mesdames, Messieurs, les Conseillers généraux, le Conseil communal vous demande d'accepter le budget 2016.

- a) Fixation de la quotité d'impôt et autres taxes
- b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement
- c) Discuter et approuver le budget des investissements
- d) Discuter et approuver les budgets bourgeois"

L'entrée en matière n'est pas combattue. **Monsieur Martin Clerc** trouve dommage que les conseillers généraux découvrent le budget 2016 par le biais de la presse avant la séance du conseil général. **Monsieur Claude-Alain Chapatte** en prend note et en discutera au sein du Conseil communal.

Débat de fond: M. Claude-Alain Chapatte, Conseiller communal

Le respect des principes posés l'année passée : Un effort financier conséquent en vue d'assumer nos besoins en investissements.

Le premier budget sans la perfusion de la subvention de fusion. Les mesures 125 d'OPTIMA édictent le principe d'une opération neutre pour les communes.

Préambule

- ✓ Budget dans la continuité de 2015
- ✓ La version proposée a été approuvée par la commission de gestion, de vérification des comptes et des finances
- ✓ Respect des principes posés l'année passée : "Un effort financier conséquent en vue d'assumer nos besoins en investissements"

Défis du budget 2016

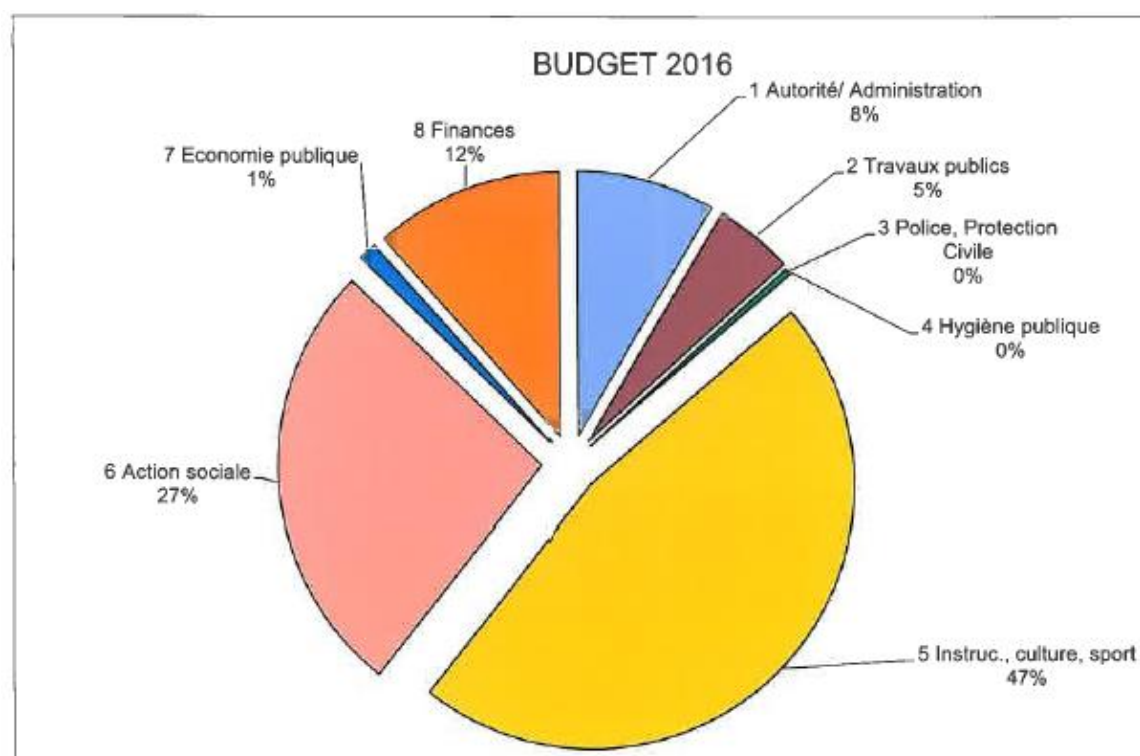
- Premier budget sans la perfusion de la subvention de fusion
- La mesure 125 d'OPTIMA édicte le principe d'une opération neutre pour les communes
- Nouvelle augmentation des charges cantonales : +130'000 francs
- Nouvelle augmentation de la péréquation, donc un revenu fiscal harmonisé encore en baisse
- Reprise de la baisse fiscale : -50'000 francs/an

BUDGET 2016**Comptes municipaux**

	2013	2014	2015	Budget 2016	
1 Autorité/ Administration	735'450.00	693'400.00	622'800.00	596'600.00	charges
2 Travaux publics	238'050.00	291'000.00	389'700.00	339'000.00	charges
3 Police, Protection Civile	28'140.00	30'600.00	12'000.00	27'700.00	charges
4 Hygiène publique	100.00	100.00	100.00	100.00	charges
5 Instruc., culture, sport	3'203'820.00	3'209'400.00	3'279'300.00	3'281'200.00	charges
6 Action sociale	1'590'800.00	1'698'200.00	1'754'800.00	1'862'800.00	charges
7 Economie publique	59'900.00	66'600.00	79'600.00	77'800.00	charges
8 Finances	465'900.00	533'800.00	643'300.00	814'300.00	charges
9 Imposition	- 6'107'750.00	- 6'226'500.00	- 6'790'500.00	- 6'919'400.00	produits
Résultat chapitre 1-9	214'410.00	296'600.00	- 8'900.00	80'100.00	charges
11 Enlèvements des ordures	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	
12 Inhumations	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	
13 Service du feu	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	
14 Canalis. & inst. épur. eaux	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	
15 Service des eaux	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	

Comptes bourgeois

Bourgeoisie Montsevelier	24'400.00	11'610.00	4'245.00	4'675.00	charges
Bourgeoisie de Vermes	- 6'900.00	9'383.00	7'757.00	11'183.00	charges
Bourgeoisie de Vicques	159'580.00	- 35'570.00	4'690.00	- 13'650.00	produits
Résultat des bourgeoisies	177'080.00	- 14'577.00	16'692.00	2'408.00	charges

**Capacité d'investissement**

- Besoin en investissements sur 5 ans : 5,3 millions (selon plan financier)
- A couvrir à 80%: 4,24 millions soit **850'000 francs par an**
- Quelques chiffres comparatifs sur l'autofinancement :
 - a. Val Terbi, comptes 2013 : 300'000 francs

b. Val Terbi, comptes 2014 : 256'000 francs avec subvention de fusion

c. Val Terbi, comptes 2015 : 825'000 avec subvention de fusion

Autofinancement au budget 2016 : 821'000 francs en ligne avec les besoins et sans 222'000 francs de subvention de fusion.

Budget des investissements

Objet	CHF	Objet	CHF
Logiciel informatique	40'000	Eclairage public	175'000
Chauffage dist. Vicques	100'000	Agglomération	20'000
Escalier EP Vicques	30'000	PAL	90'000
Halle gym Montsevelier	2'400'000	Entretien + réparations rues	110'000
Berges Scheulte	170'000	SAF Montsevelier	10'000
Chemin Raymentpierre	20'000	Véhicule voirie	190'000
Pose fibre optique Vermes	30'000		

► Total des investissements: 3'385'000.-

Rappel des enjeux

- ✓ Perspectives budgétaires :
- ✓ Dès 2016: peu de marge de manœuvre pour optimiser les dépenses communales
- ✓ Dès 2016: baisse des impôts d'entreprises
- ✓ Dès 2017/18: nouveaux investissements: environ 150'000 francs de nouvelles charges (amortissements et intérêts)
- ✓ Probablement: poursuite de l'augmentation des charges liées au social
- ✓ LAT: diminution de nos perspectives de développement
- ✓ Baisse de la quotité d'impôt à Delémont : quid de notre attractivité ?
- ✓ Nouvelle répartition des charges canton-communes ?

Le Conseil communal constate que les efforts consentis (hausse d'impôts, planification rigoureuse des investissements, optimisation continue du fonctionnement) à partir du budget 2015 devraient permettre à la commune d'effectuer les investissements indispensables.

Pour la deuxième année, la commune sera en mesure d'assumer pleinement ses investissements, grâce à l'engagement des instances politiques mais aussi du personnel communal.

La situation reste précaire, car la marge de manœuvre est quasi inexistante. Toute mauvaise surprise serait difficile à "digérer". Seule une répartition plus équitable des ressources entre communes et/ou canton serait à même de nous apporter plus d'oxygène.

Totaux des budgets présentés

- Budget du compte de fonctionnement municipal de la commune mixte de Val Terbi

Charges 9'033'900 francs, produits 8'953'800 francs. Conclusion, un excédent de charges de 80'100 francs.

- **Budget du compte des investissements de la commune mixte de Val Terbi**

Le budget des investissements hors subventions 2016 se monte à 3'385'000 francs.

- **Budget du compte bourgeois forestier de fonctionnement de Montsevelier**

Charges 67'275 francs, produits 62'400 francs. Conclusion, un excédent de charges de 4'875 francs.

- **Budget du compte bourgeois forestier de fonctionnement de Vermes**

Charges 43'783 francs, produits 32'600 francs. Conclusion, un excédent de charges de 11'183 francs.

- **Budget du compte bourgeois forestier de fonctionnement de Vicques**

Charges 106'710 francs, produits 120'360 francs. Conclusion, un excédent de produits de 13'650 francs.

Monsieur Claude-Alain Chapatte communique la quotité d'impôt reste inchangé à 2.25. La taxe des eaux usées a été augmentée de 20 centimes et passe à 1.50 francs/m³.

En conséquence, la commission de gestion, de vérification des comptes et des finances et le Conseil communal vous invitent à accepter les quotités et taxes 2016, les budgets 2016 et le budget des investissements 2016.

Monsieur le Président ouvre la discussion.

Monsieur Luc Chalverat aimerait des précisions sur l'investissement de 190'000 francs pour l'achat d'un véhicule à la voirie communale. **Monsieur Yvan Burri** répond que c'est un véhicule multi usage, tracteur à quatre roues motrices avec cabine fermée, diesel, charge maximale de 3.5 tonnes. Il remplace un véhicule de plus de 20 ans.

Monsieur Romain Lambert aimerait des précisions sur l'investissement de 90'000 francs pour le PAL. **Monsieur Marcel Chételat** communique que de petits travaux devront débuter l'année prochaine avec les réflexions sur la réhabilitations des zones villageoises, de la circulation sous l'aspect environnemental.

Monsieur Carlos Peña Reyes constate qu'il peut y avoir des manipulations comptables. **Monsieur Claude-Alain Chapatte** avec le soutien de **Monsieur Pierre-Henri Scherer** répond que le but est d'avoir une comptabilité transparente.

Comme la parole n'est plus demandée, **Monsieur le Président** propose de passer au vote.

a). Fixation de la quotité d'impôt et autres taxes
--

Monsieur le Président soumet à votation les taxes communales et les tarifs de vacations 2016 telles que présentés.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

La quotité d'impôt, ainsi que les taxes communales et les tarifs de vacations tels que présentés ce soir sont acceptés à l'unanimité.

b). Budget de fonctionnement 2016

Monsieur le Président soumet à votation le budget de fonctionnement 2016. Le budget de fonctionnement présente un déficit de 80'100 francs.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

Le budget de fonctionnement tel que présenté ce soir est accepté à l'unanimité.

c). Budget des investissements 2016

Monsieur le Président soumet à votation le budget des investissements 2016 tel que présenté par le Conseil communal.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

Le budget des investissements 2016 tel que présenté ce soir est accepté à l'unanimité.

d). Budgets bourgeois 2016

Monsieur le Président soumet à votation les budgets bourgeois 2016 des villages de Montsevelier, Vermes et Vicques tels que présentés par le Conseil communal.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

Les budgets bourgeois 2016 des villages de Montsevelier, Vermes et Vicques tels que présentés ce soir sont acceptés avec 20 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention.

En annexe, la récapitulation du budget ainsi que les taxes communales 2016 de la commune mixte de Val Terbi. Ledit budget peut être consulté sur notre site internet www.val-terbi.ch.

9. Constitution du bureau du Conseil général pour l'année 2016

d. Présidence

e. 1^{ère} vice-présidence

f. 2^{ème} vice-présidence

g. 2 scrutateurs

Monsieur le Président informe que le bureau du Conseil général sera voté à main levée. La votation se fera à bulletin secret lors de proposition de plusieurs candidats pour le même poste.

a). Présidence

Monsieur le Président propose Monsieur Jean-Luc Charmillot (PDC) à la présidence. Il donne la parole à Monsieur Xavier Dobler.

Monsieur Xavier Dobler demande une suspension de séance de cinq minutes. Le Conseil général la lui accorde.

Monsieur Xavier Dobler prend la parole en communiquant que vue la démission de **Monsieur Vincent Eschmann** et à sa demande de ne pas prendre le poste vacant pour des raisons professionnelles et familiales, le groupe PDC présente la candidature de **Monsieur Jean-Luc Charmillot** (PDC), Vicques au poste de président. Il a siégé au parlement cantonal et siège depuis 3 ans au sein du Conseil général et sera à même d'assurer cette fonction.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

Monsieur Jean-Luc Charmillot est élu à la présidence avec 20 voix. Applaudissements de l'assemblée.

b). 1^{ère} vice-présidence

Monsieur le Président propose Monsieur **Xavier Dobler** (PDC), Vicques à la 1^{ère} vice-présidence.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

Monsieur Xavier Dobler est élu à la 1^{ère} vice-présidence avec 20 voix. Applaudissements de l'assemblée.

c). 2^{ème} vice-présidence

Monsieur le Président propose Madame **Elisabeth Dennert** (SP), Vermes à la 2^{ème} vice-présidence.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

Madame Elisabeth Dennert est élue à la 2^{ème} vice-présidence avec 20 voix. Applaudissements de l'assemblée.

d). 2 scrutateurs

Monsieur le Président propose Madame **Dorothee Lovis** (SP), Montsevelier comme 1^{ère} scrutatrice.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

Madame Dorothee Lovis est élue 1^{ère} scrutatrice avec 20 voix. Applaudissements de l'assemblée.

Monsieur le Président propose **Monsieur Alain Ryser** (SP), Vermes comme 2^{ème} scrutateur. Il cède la parole à Monsieur Daniel Joray qui demande au Conseil général d'accepter sa candidature.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

Monsieur Alain Ryser est élu 2^{ème} scrutateur avec 20 voix. Applaudissements de l'assemblée.

Monsieur le Président informe que la résolution étant signé par au moins huit membres, celle-ci est développée par l'auteur.

Résolution – Halle de gymnastique de Montsevelier

Groupe PDC par M. Pierre-Henri Scherer, conseiller communal

La construction de la halle de gymnastique de Montsevelier remonte à plus d'un demi-siècle (1959). Elle n'a connu aucune rénovation majeure depuis lors et ne répond plus aux normes en vigueur, dans le domaine scolaire notamment. De plus, le bâtiment constitue aujourd'hui un véritable gouffre énergétique.

Le 31 octobre 2012, l'Assemblée communale de Montsevelier votait à l'unanimité le crédit nécessaire à la construction d'une nouvelle halle répondant aux besoins de l'école mais aussi de la communauté villageoise dans son ensemble.

Dans le prolongement du dossier complet présenté de longue date au Service de l'enseignement, une demande de permis de construire a été déposée auprès du Service de l'aménagement du territoire, entretemps intégré au nouveau Service du développement territorial.

En juin 2015, le Conseil communal annonçait au Conseil général avoir reçu de la part des services cantonaux sollicités l'autorisation de finaliser le projet sur le plan technique.

Le Conseil communal restait dans l'attente de la ratification définitive par le Gouvernement jurassien, mais il était convenu que les travaux de construction pourraient finalement débuter au printemps 2016. Il était également prévu de lancer la procédure d'appel d'offres sans plus attendre, afin de donner la possibilité aux différents corps de métier de planifier leurs interventions plusieurs mois à l'avance.

A présent, l'année 2015 touche à sa fin et nous devons malheureusement constater que le permis de construire n'a pas encore été officiellement octroyé. Or, tout nouveau retard dans le processus d'approbation engendre un important préjudice financier, car la planification mise en place doit aussi permettre à la Commune de bénéficier de conditions avantageuses de la part des entreprises soumissionnaires.

Par conséquent, dans la mesure où le projet de construction de la nouvelle halle de Montsevelier n'a donné lieu à aucune opposition, le Conseil général appelle le Conseil communal à demander l'autorisation de débiter de manière anticipée les travaux de construction, et ce dès le printemps 2016.

Monsieur le Président ouvre une discussion. Personne ne demande la parole.

Votation : A l'unanimité, la résolution intitulée "Halle de gymnastique de Montsevelier" est acceptée. Le Conseil général transmettra cette résolution à qui de droit.

Monsieur le Président donne la parole au futur président. Monsieur Jean-Luc Charmillot remercie le Conseil général de la confiance témoignée à son égard, le bureau du Conseil général ainsi que les membres des autorités communales pour le travail accompli.

Constatant que l'ordre du jour a été épuisé, **Monsieur le Président** remercie les membres du Conseil général et du Conseil communal de leur participation et leur engagement, leur souhaite un joyeux Noël et une très bonne et heureuse Année 2016 et lève la séance à 22h35.

Directement après la séance, le nouveau Bureau du Conseil général s'est réuni afin de fixer le calendrier 2016. Ont été retenues les dates suivantes : 15 mars, 10 mai, 28 juin, 20 septembre et 6 décembre.

La première séance de l'année 2016 du Conseil général se tiendra le **mardi 15 mars à 19h30, au Centre communal de Vicques.**

Vicques, le 8 décembre 2015

AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL

Carlos Peña Reyes
Président

Sophie Lachat
Secrétaire